Réunion du Bureau de la Commission Locale de l'Eau du SAGE du bassin de la Vendée

Lundi 13 décembre 2010, 14h30
Mairie, Saint-Michel-le-Cloucq

COMPTE-RENDU

Préambule.....	3
Rapport n°1 : Questions diverses	3
Rapport n°II : Bilan de la relecture juridique	5
Objectif 2	5
Mesure 2 ^E (nouvelle)	5
Remarques	5
Objectif 4	5
Disposition 4A-3.....	5
Disposition 4B-1.....	6
Disposition 4B-2.....	6
Disposition 4B-4.....	6
Disposition 4C-3	6
Disposition 4E-1.....	6
Disposition 4F-3.....	6
Objectif 4 Sous objectif 2	6
Disposition 4J-2	6
Mesure 4K	7
Objectif 4 Sous objectif 3	7
Mesure 4O	7
Disposition 4O-1	7
Mesure 4P	7
Disposition 4P-6 et 4P-7.....	7
Disposition 4P-8.....	8
Objectif 5	8
Mesure 5A	8
Disposition 5A-1.....	8
Disposition 5A-3.....	9
Disposition 5A-5.....	9
Mesure 5B	9
Disposition 5B-1.....	9
Disposition 5B-2.....	9
Disposition 5B-3.....	9
Disposition 5B-6.....	10
Mesure 5C	10
Disposition 5C-1	10
Disposition 5C-5	10
Disposition 5C-6.....	10
Disposition 5D-2	10
Disposition 5D-3 (future 5D-4).....	11
Disposition 5F-1.....	11
Disposition 5F-5.....	11
Disposition 5F-6.....	11
Disposition 5I-1	11
Disposition 5J-1	12
Disposition 5J-5	12
Disposition 5L-2.....	12
Article 8 du règlement.....	12
Article 5 et 6	13
Article 14.....	13
Conclusion.....	13
Rapport n°III : Préparation de la séance de CLE de fin janvier 2011	14

- Cellule animation SAGE -
Institution Interdépartementale du Bassin de la Sèvre Niortaise
Maison du Département - 79021 NIORT Cedex
tel : 05 49 06 79 79 - fax : 05 49 06 77 71 - e-mail : contact@sevre-niortaise.fr

Etaient présents :**Collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux (élus)**

Mme Christiane CHARDON Représentant de l' Association des Maires de Vendée
M. Simon GERZEAU Représentant de l' Association des Maires de Vendée
M. Jean-Claude RICHARD Représentant du Syndicat Mixte du Marais Poitevin, bassins Vendée Sèvre
Autise
M. Joseph MARTINEAU Représentant du Syndicat Intercommunal des Communes Riveraines de la
Vendée
M. Michel BOSSARD Représentant de Vendée EAU
M. Yves BILLAUD Représentant de l' Association des Maires de Vendée
M. Gilles BERLAND Représentant de l' Association des Maires de Vendée

Collège des usagers, riverains, organisations professionnelles et associations

M. Serge GELOT Représentant de la Chambre d'Agriculture de la Vendée
M. René GRELIER Représentant de l' Amicale Vendée-Mère et barrages de Mervent

Collège des services de l'Etat et de ses établissements publics

M. Hervé JOCAILLE, Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de la Vendée
M. Hervé PONTHEUX, Agence de l'Eau Loire Bretagne
M. Jean Marie QUEMENER, Direction Régionale de l'Environnement des Pays de la Loire

Etaient excusés :**Collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux (élus)**

M. Charles MALLARD Représentant de l'Association Vendéenne pour la Qualité de la Vie

Autres membres

Mme GABORIAU, directrice de l'IIBSN
Mme THEUNISSEN, animatrice du SAGE Vendée, IIBSN

Préambule

Monsieur le Président remercie les membres du Bureau de CLE de leur présence pour cette réunion. Il remercie tout particulièrement M. BILLAULT pour l'accueil dans les locaux de la commune de Saint-Michel-le-Cloucq.

Monsieur le Président procède à l'appel des membres. Il précise qu'un membre du Bureau s'est excusé.

Monsieur le Président rappelle l'ordre du jour de la réunion de bureau de CLE. L'objectif de la réunion est de vérifier le travail proposé par la cellule animation du SAGE et les services de l'Etat sur la relecture du projet de SAGE. Il laisse la parole à l'animatrice.

Laure THEUNISSEN rappelle le contexte de cette réécriture. Suite à la consultation et l'enquête publique, un certain nombre d'avis ont été formulés. La commission d'enquête met en évidence les thèmes du SAGE qui :

- Devraient être modifiés de façon incontournable
- Les modifications mineures (sans engager d'études)
- Les points qui ne sont pas possibles de modifier avant approbation pour des raisons techniques

Selon le principe validé lors de la CLE du 29 octobre 2010, le travail de réécriture a été engagé par la cellule animation et les services de l'Etat (DREAL Pays de la Loire et DDTM 85).

Il a fallu identifier les modifications qui ne devaient pas remettre en cause le SAGE. Ces modifications doivent suffir et être nécessaires pour éviter une révision en 2012 au titre de la mise en compatibilité avec le SDAGE.

Monsieur le Président précise que l'exercice était bien un travail de juriste et non une remise en cause de la philosophie de la CLE.

Rapport n°1 : Questions diverses

Se lance alors une discussion ...

M. Martineau souhaite prendre la parole par rapport à un sujet qui lui tient à cœur. Il nous présente le résultat d'une étude des niveaux d'eau réalisée par le SMMPBVSA. Il souhaite savoir « si les objectifs fixés dans le SAGE SNMP ne sont pas tenus les collectivités locales et syndicats, peuvent ils en être tenu pour responsable ? »

Il s'insurge sur l'idéologie de la décroissance.

M. JOAILLE précise que la gestion des niveaux d'eau dans le marais fera l'objet d'une étude précise dans le cadre des travaux du futur établissement public d'Etat. Cet établissement se verra doter d'une équipe de 10 personnes.

Le rôle de cet établissement est d'être facilitateur et de faire appliquer ce qui est dans le SAGE.

Monsieur le président indique que le conseil général de la Vendée et lui même ont travaillé sur une note à destination de la CLE du SAGE SNMP sur ce sujet.

La CLE du SAGE Vendée doit faire remonter les informations à la CLE SNMP.

M. Martineau regrette que le SICRV ne fasse pas partie de la CLE SNMP.

M. JOAILLE précise que la DDTM de Vendée n'assiste qu'aux CLE. C'est la DDT 79 qui pilote ce SAGE. Il est attendu une nouvelle version de ce SAGE avec un alignement des objectifs PCR avec ceux du SDAGE. Sur ce point, l'avis du collège de l'Etat n'est pas arrêté au jour d'aujourd'hui.

M. GERZEAU s'interroge sur le fait s'il y a bien une cohérence entre tous ces textes ? Quelle est la philosophie ? Veut-on l'échec des exploitations agricoles ou souhaite t on conjuguer l'activité économiques avec une meilleure maîtrise des étiages ? De nombreuses expertises ont mis en évidence que le problème se concentre sur une bande de terrain le long du marais poitevin.

Les SAGE doivent prendre en compte l'incidence économique des dispositions réglementaires qu'ils souhaitent mettre en place.

M. JOAILLE rappelle que le SAGE Vendée n'est qu'un sous bassin versant du SAGE SNMP. La cohérence hydrographique doit être réelle au niveau des services de l'Etat dans le département de la Vendée. Il est difficile de suivre la position de la DDT 79 qui va beaucoup plus loin dans l'application des réglementations. Le préfet ne peut pas imposer une position « zélée » des choses.

Monsieur le Président rappelle que 2/3 de la surface du Marais poitevin est en Vendée alors que la majeure partie de la ressource en eau superficielle vient des Deux Sèvres. Il rappelle que la cote d'arrêt sur les Autizes était avant de 0m mais aujourd'hui de 2.5m. Il souhaite sous peu la remonter à 2.75 m. Mais cela ne fera que pour prouver que malgré les efforts consentis par les agriculteurs la situation connue dans le marais avec ses étiages sévères ne changera pas !

Il est maintenant temps de s'atteler aussi au problème de la gestion des eaux de surface.

M. JOCAILLE envisage dès à présent un problème d'application du projet de SAGE SNMP s'il reste écrit en l'état. En effet, les décisions de ce SAGE vont s'appliquer sur le périmètre du SAGE Vendée !

M. Martineau souligne le fait qu'il a déposé ses observations lors de l'enquête publique du SAGE SNMP. Il a montré son opposition par rapport aux cotes de gestion fixées dans ce SAGE.

Mme THEUNISSEN fait remarquer que les CLE en règle générale ne peuvent délibérer sur des objectifs réalistes que si les données et informations de bases produites sur le territoire leur sont transmises. Elle rappelle donc aux élus autour de la table l'enjeu de la transmission de la donnée.

Monsieur le Président rappelle que ces données sont disponibles au SMMPBVSA. Les données de niveaux sont compilées depuis 2 ans sur le territoire et une synthèse est éditée chaque année.

Mme Gaboriau fait remarquer que les données sont sans doute existantes mais elles ne circulent pas. Mme Chardon regrette cet état de fait.

M. JOCAILLE rappelle que 71 points sont mesurés chaque année dans le marais poitevin.

Monsieur le Président regrette ce cloisonnement de l'information dans le marais poitevin.

M. GERZEAU constate que l'on sait beaucoup de choses depuis 10 ans mais la CC3S est dans l'incapacité de coordonner tout cet ensemble et c'est la raison pour laquelle un EPE est mis en place.

Les 3 SAGE sont différents et l'Intersage ne maîtrise rien même si le Préfet de région Poitou Charente a négocié de nombreux points avec la profession agricole.

Monsieur le Président rappelle la nécessité qu'un dialogue soit instauré avant la CC3S avec les 3 Présidents de CLE.

M. GERZEAU indique qu'aucun retour n'a été donné sur l'étude territoires stratégiques.

Mme Chardon s'interroge à savoir s'il ne faudrait pas mettre en place une classe de sauvegarde pour la création des réserves de substitution. Selon elle, il faut envisager que l'eau puisse aussi être utilisée par d'autres agriculteurs en cas de force majeure. Cette ressource doit être partagée.

Monsieur le Président rappelle que cela fait partie d'une négociation entre les agriculteurs et l'Etat par ailleurs.

M. GERZEAU et M. Billaud trouvent que cette question ne relève pas de la CLE.

M. JOCAILLE apporte une précision en expliquant qu'en Zone de répartition des Eaux (ZRE) les quotas d'eau ne sont pas augmentés et sont partagés entre irrigants. Le CODERST peut re-ventiler si besoin les volumes entre agriculteurs.

Mme Chardon insiste juste pour que soit affiché dans le SAGE une notion de solidarité entre agriculteurs.

M. Bossard est d'accord avec cette observation. Beaucoup d'agriculteurs non irrigants auraient aimé l'être !

Monsieur le Président propose aux membres du Bureau de reprendre l'ordre du jour prévu pour cette séance de travail.

Rapport n°1 : Bilan de la relecture juridique

Observations par Objectif, Mesure et Disposition

L'animatrice rappelle que 34 dispositions et articles ont fait l'objet d'une lecture attentive pour en vérifier la légalité, la rédaction et / ou l'opportunité et pour vérifier de la plus-value apportée par rapport aux textes de norme supérieure.

Elles sont examinées par le Bureau en séance sur la base d'une note de travail qui a été envoyé au préalable aux membres de Bureau. L'ensemble des éléments de cette note sont repris dans ce compte-rendu.

L'analyse a porté sur différents niveaux de vérification :

- Vérification de la légalité de la disposition
- Vérification de l'opportunité dans cette mesure (par rapport aux textes réglementaires)
- Vérification rédactionnelle (formulation) => le but est de faciliter la lecture et la compréhension du texte => application facilitée de la règle
- Vérification de la cohérence

Objectif 2

Mesure 2^E (nouvelle)

Rajout d'une disposition concernant les économies d'eau (hors irrigation).

Exposé des motifs :

« L'irrigation est un des usages les plus consommateurs en eau. La mesure 2A cible tout particulièrement ces prélèvements. Mais il faut aussi envisager les économies que peuvent réaliser d'autres consommateurs telles que les collectivités, industries, et particuliers.

2E-1 Dans un délai de 3 ans, un programme d'économies d'eau est mis en place par la CLE. Il devra notamment vérifier l'ensemble des usages et définir les priorités d'économies d'eau en fonction de ceux-ci. Une communication sur ces mesures d'économie devra être mise en œuvre à destination du public le plus adapté. »

Discussion lors du Bureau

M. QUEMENER rappelle que le SAGE doit prévoir un programme d'économies d'eau. Si dans le SAGE il est écrit cet engagement, ce dernier est compatible avec le SDAGE.

=> validation du Bureau

Remarques

Il n'est pas abordé en réunion de bureau le cas de la mesure 2A. Elle devait être examinée en fin de séance mais par manque de temps les membres de CLE n'ont pas pu débattre sur cette mesure.

Objectif 4

Pour plus de précision, il est demandé de rappeler que l'ensemble du territoire est en zone vulnérable en préambule général de l'objectif 4.

Il est proposé de rajouter l'exposé des motifs suivant :

« Le périmètre du SAGE Vendée est classé en totalité en zone vulnérable au titre de la Directive du Conseil n°91/676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles. Son territoire est donc concerné par les deux programmes d'action des départements des Deux-Sèvres et Vendée.

L'ensemble des dispositions développées ci après vise à répondre aux enjeux de reconquête de la qualité des eaux ciblés par la dite Directive. »

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau

Disposition 4A-3

✓ Vérification technique

La mention « suivi DDASS » est enlevé du tableau. Ce ne sera peut-être plus cette structure qui fera les suivis ou d'autres données seront collectables.

Discussion lors du Bureau

M. JOAILLE propose que soit rajouté les données d'autosurveillance. M. GERZEAU ne souhaite pas que les notes de qualité de l'eau soient réalisées avec des données non validées.

M. JOAILLE rappelle en effet que toutes les données des producteurs ne sont pas normalisées.
=> validation du Bureau si Rajout : « sur une base officielle normalisée »

Disposition 4B-1

✓ Vérification rédactionnelle

Il est proposé d'ajouter une remarque sur la définition spatiale des aires d'alimentation de captage.
« les zones d'application de cette disposition sont identifiées dans la carte n°XX de l'atlas cartographique. »

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau

Disposition 4B-2

✓ Vérification de la légalité de la disposition

La liste présentée complète les orientations données par le législateur. Une plus value est donc observée.

⇒ Avis ok : rien à faire

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau

Disposition 4B-4

✓ Vérification de l'opportunité dans cette mesure

Vu qu'il s'agit d'une recommandation, cette disposition peut être laissée dans cette forme.

⇒ Avis ok : rien à faire

Discussion lors du Bureau

Il est fait remarqué que les ICPE ne sont pas soumis à la même réglementation les bilans phosphore peuvent leur être demandés.

=> validation du Bureau si rajout « sauf pour les ICPE »

Disposition 4C-3

✓ Vérification de l'opportunité dans cette mesure

Il s'agit d'une recommandation.

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau

Disposition 4E-1

✓ Vérification légale

Il ne peut être fait mention de convention dans le projet de SAGE. Ce sont en effet des documents de droit privé qui ne sont pas du ressort de la réglementation dans le domaine de l'eau.

Il faut donc assouplir la rédaction du SAGE.

4E-1 Chaque commune ou groupement responsable d'un service public d'assainissement, régularise ou actualise, dans un délai de trois ans, toutes les autorisations de rejet d'eaux usées non domestiques dans le réseau d'assainissement de collecte des eaux usées dont elle assure la responsabilité.

Il peut être établi une convention de raccordement définissant les droits et les engagements de chaque partie.

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau

Disposition 4F-3

✓ Vérification rédactionnelle (formulation)

Rien n'est modifié.

En vertu du rapport de compatibilité, si jamais cette étude n'est pas mise en œuvre par le maître d'ouvrage ciblé, le constat en sera fait.

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau

Objectif 4 Sous objectif 2

Il doit être rajouté d'un exposé des motifs précisant le contexte réglementaire : Ecophyto 2018, Grenelle de l'Environnement, SDAGE

Il faudra préciser que les dispositions développées dans le sous objectif sont des mesures qui ciblent différents publics.

Disposition 4J-2

✓ Vérification technique

Faut-il préciser le nombre de mesures pour vérifier l'objectif de concentration ? Il est répondu non car ces mesures font l'objet de protocole défini par ailleurs.

⇒ Avis ok : rien à faire

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau

Mesure 4K

✓ Vérification rédactionnelle

Replacer phyto-moins par phyto mieux

Discussion lors du Bureau

=> modification du mot CREPEEP et introduction de ecophyto 2018

Objectif 4 Sous objectif 3

Mesure 4O

Disposition 4O-1

✓ Vérification de la cohérence

Le délai de deux ans est laissé en l'état.

⇒ Avis ok : rien à faire

Discussion lors du Bureau

Cette disposition est l'occasion de rappels de la part de M. QUEMENER. Le SAGE doit être conçu comme un PLU si l'on prend le parallèle avec les documents d'urbanisme. Le PAGD et le règlement sont de nature différente.

La CLE s'engage à approfondir les connaissances. L'état des lieux est la première phase qui permet de générer les dispositions du SAGE.

Puis en fin de programme il est établi un constat : actions réalisées ou non et atteintes des objectifs. Les raisons de ces constats doivent être établies.

Le SAGE doit donc prendre en compte ces 2 éléments et réajuster son ambition et ses moyens.

La portée juridique est réelle sur un SAGE. Le Préfet ne peut pas ignorer le document. A travers le SAGE, la CLE a un pouvoir sur les décisions administratives du Préfet dans le domaine de l'eau.

Enfin, le SAGE est aussi un outil pour la communication et la sensibilisation vers des tierces personnes.

Délai de 2 ans pour la disposition :

Il faut savoir si le délai indiqué dans le SAGE est suffisant ou non pour mettre en œuvre cette disposition.

De plus, les zones d'érosion font référence aux ZSCE, zonage pour lequel le préfet établit un programme d'action.

Le préfet peut diligenter les études mais en Vendée il n'y pas de dynamique particulière sur ce thème.

La CLE peut se saisir du sujet et mener les études et les délimitations. Le préfet ne définira pas de zone d'érosion au sens « ZSCE » sans programme d'actions.

Par contre les éléments établis par la CLE pourront alimenter les réflexions dans le cadre de l'élaboration du 5^{ème} programme directive Nitrates. Il pourrait, sur des zones particulières, être envisagé des mesures de couvertures du sol spécifiques.

Le délai de trois ans s'applique donc à la CLE qui a un droit d'action localement.

Mme Chardon apporte une information en précisant que le Ministère de l'agriculture travaille sur l'enquête européenne Teruti-Lucas permettant de suivre la couverture des sols en France.

=> validation du Bureau si modification de la disposition « sur proposition de la CLE »

Mesure 4P

Disposition 4P-6 et 4P-7

Les mesures 4P-6 et 4P-7 sont étroitement liées. Ces deux mesures soulèvent des questions par rapport aux définitions des zonages qui semblent être trop vagues en l'état actuel de l'écriture.

✓ Vérification de la cohérence

4P-6 La mise en place de bande tampon le long des cours d'eau pérennes et non pérennes est encouragée. Elle présente un caractère obligatoire dans les aires d'alimentation de captages dans un délai de 3 ans. La largeur de ces bandes est de 5 m adapté au contexte local selon la police de l'eau.

⇒ Cette disposition est à vérifier

⇒ Il faut redéfinir ce qui est entendu par cours d'eau pérennes et non pérennes, sans doute simplifier

⇒ Il est proposé : « cours d'eau au titre de la police de l'eau ou à défaut les cours d'eau mentionné par l'IGN »

Risque au niveau transfert et ruissellement : cette notion n'est pas caractérisée dans le projet de SAGE donc la portée juridique de la disposition n'est pas efficiente. Mais cette notion est importante à garder. En

l'absence d'étude à l'échelle du SAGE, ce sont bien les études de plan d'épandage qui devront vérifier ce point.

Il peut être apporté une précision sur la méthode pour évaluer ce risque :

« En l'état de la connaissance, l'évaluation du risque au niveau transfert et ruissellement peut être étudiée par l'indicateur MERLIN ou autre méthode équivalente. »

⇒ L'atlas cartographique est à modifier en conséquence.

Discussion lors du Bureau

Les membres du Bureau souhaitent simplifier l'application de cette disposition en faisant mention des cours d'eau BCAE et non IGN. Un arrêté précise déjà la définition des cours d'eau BCAE ce qui n'est pas le cas pour les cours d'eau police de l'eau. la carte de l'IGN paraît obsolète aux yeux de certains.

4P-7 Toute élaboration ou révision des plans d'épandage d'effluents est précédée de l'identification des parcelles à risque au niveau transfert et ruissellement. Le plan d'épandage définit et justifie le positionnement le plus optimal des bandes tampon auxquelles est soumis l'exploitaiton agricole. Ainsi, à titre d'exemple, les bandes tampon le long des cours d'eau BCAE peuvent être plus larges sur les zones à forte pente.

=> validation du Bureau si prise en compte des modifications

Disposition 4P-8

✓ Vérification opportunité

Cette mesure pourrait être déplacée dans le règlement du SAGE.

Mais ce la semble difficile de la faire en fin de procédure d'approbation d'autant plus que le dossier est déjà passé en enquête publique.

Toutefois il faut noter que si cette disposition est laissée dans le PAGD sa plus value est faible. En effet une disposition du SDAGE identifie déjà ce point. De plus dans le règlement, la règle serait donc applicable en dessous des seuils de la nomenclature Loi sur l'eau.

⇒ Discussion à avoir avec le Bureau de la CLE

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau si la disposition est laissée dans le PAGD.

Objectif 5

Rajout d'un sous objectif concernant les têtes de bassin versant

« Le projet de SAGE Vendée répond aux objectifs de préservation des têtes de bassin versant d'une part du fait que son périmètre est en tête de bassin versant, d'autre part, sur le fait que de nombreuses dispositions concourent à la reconquête de la qualité de ces espaces (bocage, zones humides, etc.). »

Carte à modifier dans l'atlas cartographique

Discussion lors du Bureau

Les membres de CLE et notamment l'agence de l'eau demande à ce que cette phrase soit revue car elle n'est pas claire !

Cet exposé des motifs doit devenir un sous objectif à part entière.

Mesure 5A

✓ Vérification rédactionnelle

Modification = Zones humides = trame bleue
Bon état écologique

La définition de zone humide est suffisante. Aucun point ne sera rajouté à la mesure.

Les chambres d'agriculture ont formulées des remarques sur cette mesure. Il est jugé qu'elles ne nécessitent pas de modification du texte du projet de SAGE.

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau

Disposition 5A-1

✓ Vérification opportunité

Cette disposition impose une étude aux collectivités locales. Mais cette disposition ne posera pas de manière majeur de problème car l'étude est mise en œuvre dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme.

✓ Vérification rédactionnelle

Hiérarchisation des priorités

La question s'est posée de savoir s'il fallait remettre celles identifiées dans les « modalités d'inventaires ». Il ne semble pas nécessaire de modifier cette mesure car il y a cohérence entre les deux listes de critères de hiérarchisation.

Délai de 5 ans : faut-il revoir ce délai pour qu'il soit en cohérence avec le SDAGE ? 2012

⇒ Discussion à avoir avec le Bureau de la CLE

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau. Les membres du bureau pour la sécurité juridique du document préfèrent voir afficher le délai de fin 2012 pour être en cohérence avec le SDAGE.

Disposition 5A-3

✓ Vérification rédactionnelle

Remplacer « la collectivité peut » par « les collectivités sont invitées »

En effet dans les modalités d'inventaire il est prévu à plusieurs étapes que la collectivité prenne une délibération pour affirmer son engagement dans l'étude et constituer son groupe d'acteurs locaux.

Il ne peut pas être mis « doit » car il y aurait création de procédure.

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau

Disposition 5A-5

✓ Vérification rédactionnelle

Ajout IOTA et faire un renvoi sur la disposition 5C-1

Ajout de phrase :

Les maîtres d'ouvrage sont invités à transmettre les données acquises à la cellule animation du SAGE.

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau

Mesure 5B

✓ Vérification rédactionnelle

Zones humides = trame bleue

Il n'y a pas besoin de faire référence au Grenelle II.

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau

Disposition 5B-1

✓ Vérification rédactionnelle

Il a été demandé par le Conseil général de la Vendée d'assouplir cette disposition.

5B-1 Lors de l'élaboration, révision, modification ou mise en compatibilité du document d'urbanisme, la protection des « zones humides » doit être assurée dans les différentes étapes de construction du document d'urbanisme. L'ensemble des zones humides inventoriées dans le cadre de la disposition 5A doivent faire l'objet d'une protection adéquate.

Il doit ainsi être protégé par le document d'urbanisme, qui contiendra éventuellement des prescriptions spécifiques pour les zones humides identifiées prioritaires (pour des enjeux environnementaux ou stratégiques pour la ressource en eau).

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau

Disposition 5B-2

✓ Vérification opportunité

⇒ Avis ok : rien à faire

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau

Disposition 5B-3

✓ Vérification légalité

Le règlement peut interdire tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Il peut ainsi être interdit toute plantation en zones humides.

Disposition fautive en partie au niveau légal

Proposition d'une nouvelle rédaction :

Le règlement peut interdire tout changement d'affectation de nature à compromettre la conservation des zones humides.

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau si prise en compte de la modification

Disposition 5B-6

✓ Vérification cohérence

5B-6 La révision, la modification ~~ou la mise en compatibilité~~ du document d'urbanisme doit être réalisée dans un délai de 3 ans après inventaire des zones humides, si le document d'urbanisme en vigueur n'assure pas la protection des zones humides inventoriées. Une attention particulière est portée sur les prescriptions spécifiques pour les zones humides identifiées prioritaires (pour des enjeux environnementaux ou stratégiques pour la ressource en eau).

L'expression « la mise en compatibilité du document d'urbanisme » est supprimée car elle sera effective de facto dans un délai de 3 ans après approbation du SAGE. Cette mise en compatibilité devra aussi se faire dans les 3 ans suite à l'approbation du SDAGE

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau

Mesure 5C

Rajout d'une disposition 5C-7 sur les ZHIEP et ZSGE

Pour la cohérence avec le SDAGE

Ce rajout permet de marquer l'engagement de la CLE à travailler sur ce point.

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau si proposition d'une rédaction

Disposition 5C-1

✓ Vérification rédactionnelle

Remplacer « travaux ou ouvrages » par « IOTA » c'est-à-dire Installations, Ouvrages, Travaux et Activités

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau

Disposition 5C-5

✓ Vérification opportunité

Les politiques d'acquisition font partie des politiques d'un certain nombre de collectivités, de l'Agence de l'Eau et d'établissements publics. Cette action est donc perçue comme intéressante pour ces grands acteurs.

⇒ Avis ok : rien à faire

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau

Disposition 5C-6

✓ Vérification rédactionnelle

Rajout « et phosphorée »

5C-6 La fertilisation azotée et phosphorée excessive sur les zones humides peut nuire à leur bon fonctionnement. Le principe de la fertilisation ajustée est rappelée : la dose optimale d'azote est définie comme la plus petite quantité d'azote permettant d'obtenir le rendement maximal, de même pour le phosphore.

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau du rajout mineur

Disposition 5D-2

✓ Vérification rédactionnelle

[...] Pour les ouvrages ayant un intérêt global, les mesures de gestion intégrée sont définies. Une liste des ouvrages pour lesquels devra être mis en place un aménagement adapté permettant leur franchissement ou leur contournement pour assurer la circulation piscicole est établie.

« intérêt global » remplacé par intérêt avéré et multiple, **utilité publique, ou intérêt général**

« A l'échelle des cours d'eau prospectés, le taux d'étagement artificiel est évalué. Un comité de pilotage définit des objectifs de taux d'étagement dans une optique de réduction, qui seront intégrés au SAGE. »

Le dernier paragraphe devient une nouvelle disposition pour faciliter la prise en compte de la disposition et afin de mettre en évidence la compatibilité avec le SDAGE. Un délai est indiqué à la mise en œuvre de cette disposition.

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau si prise en compte de l'expression « **intérêt général** »

Disposition 5D-3 (future 5D-4)

✓ **Vérification cohérence**

Rajout : la révision ou la création des règlements d'eau

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau du rajout mineur

Disposition 5F-1

✓ **Vérification rédactionnelle**

Nouvelle rédaction proposée

5F-1 L'ONEMA et les Fédérations Départementales de Pêche et de protection des milieux aquatiques sont invitées à établir dans un délai de deux ans une liste des cours d'eau possédant les meilleurs potentiels piscicoles (d'après les outils d'évaluation REH et ROM).

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau

Disposition 5F-5

✓ **Vérification rédactionnelle**

Rajout

5F-5 Suite à l'inventaire et au diagnostic des ouvrages, certains d'entre eux pourraient s'avérer en situation irrégulière au regard de la réglementation.

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau du rajout mineur

Disposition 5F-6

✓ **Vérification cohérence**

~~**5F-6** Dans le cadre de programme de restauration de cours d'eau à l'échelle du bassin versant, la collectivité locale dans le cadre d'une déclaration d'intérêt général (art. L. 211-7 du code de l'environnement) — au même titre que l'Etat dans le cadre de ses pouvoirs de police — pourra envisager la suppression des ouvrages hydrauliques identifiés sans usage après concertation avec les usagers et propriétaires. Si le droit d'eau est totalement abandonné par le propriétaire (déclaration à l'Etat), les collectivités locales peuvent prendre entièrement à leur charge les travaux de renaturation dans un but d'intérêt général.~~

Il est proposé que se soit la CLE qui définisse ces ouvrages :

Modification :

« La Commission Locale de l'Eau définit un programme de restauration des cours d'eau et de leur continuité. Dans ce cadre, elle identifie les ouvrages hydrauliques sans usage après concertation avec les usagers et propriétaires. Quand le droit d'eau est totalement abandonné par le propriétaire (déclaration à l'Etat), les collectivités locales peuvent prendre entièrement à leur charge les travaux de renaturation dans un but d'intérêt général. »

Discussion lors du Bureau

Les membres de CLE s'accordent pour dire que la phrase peut être simplifiée.

~~« La Commission Locale de l'Eau définit un programme de restauration des cours d'eau et de leur continuité. Dans ce cadre, elle identifie [...] »~~

=> validation du Bureau si modification prise en compte

Disposition 5I-1

✓ **Vérification légale**

Cette disposition a été intégrée à la demande de l'ONEMA

Discussion lors du Bureau

M. Grelier souhaite que la disposition soit complétée : « carnet de capture ou pêche électrique »

=> validation du Bureau si modification prise en compte

Disposition 5J-1✓ **Vérification opportunité**

La disposition sur les plans d'eau n'a plus de plus value au regard des dispositions du SDAGE.

Il aurait pu sembler intéressant de l'intégrer au règlement du SAGE pour renforcer son intérêt. Comme vu précédemment ce nouvel article ne serait pas passé à l'enquête publique. Autre problème, mettre cette disposition dans le règlement reviendrait à interdire toute création de mare notamment celle à vertu biodiversité ou pédagogique.

Les secteurs ciblés sont à revoir.

- secteur où la densité de plans est importante
- secteurs d'intérêt biologique particulier : ZNIEFF I & II, site Natura 2000, Marais poitevin ...
- contexte salmonicole, bassins des cours d'eau où la truite peut se reproduire naturellement (Petit Fougerais, rivière Mère amont, affluents)
- zone de fraie d'espèces repères (brochet, truite fario...)
- lit majeur des cours d'eau
- ~~zones inondables~~
- ~~secteurs soumis à un PPR~~
- zones humides contribuant au fonctionnement hydrologique du bassin versant
- aires de captage
- bassin versant des cours d'eau avec « risque hydrologique » (DCE)
- têtes de bassin versant

- secteur où la densité de plans est importante

Il est proposé de modifier l'atlas cartographique.

Le paragraphe suivant doit être complété :

« Des dérogations peuvent être formulées pour les ouvrages de production d'eau potable, les bassins tampons pluviaux et pour les bassins de lagunage pour assainissement. Les réserves de substitution et les plans d'eau prévus pour la remise en état des carrières ne sont pas visées par cette disposition. »

Discussion lors du Bureau

Les membres de CLE identifient un problème sur cette disposition. Ils demandent qu'elle soit revue.

Disposition 5J-5✓ **Vérification cohérence**

Disposition à conserver en l'état

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau

Disposition 5L-2✓ **Vérification légalité**

5L-2 Les réservoirs d'eau issue de carrières peuvent concourir par ordre de priorité aux usages suivants :

1. AEP,
2. soutien d'étiage (tenue des débits minimums biologiques, lâchers "Marais poitevin"),
3. irrigation en plaine ou localement (substitution de volumes prélevés en nappe ou en plans d'eau).

Le 3^{ème} point ne peut pas être conservé. Ceci reviendrait à de la création de ressource en ZRE.

Discussion lors du Bureau

Le 3^{ème} point n'a pas besoin d'être enlevé. En effet, il s'agit de la création d'une réserve de substitution et non de la création d'une ressource.

Par contre pour le projet de la Joletière qui est actuellement à l'étude par les services de l'Etat et les collectivités locales, les difficultés vont se rencontrer pour la distribution de cette eau vers les utilisateurs. En effet, si l'eau circule par la rivière Vendée il s'agit de ré-alimentation et ce mode opératoire n'est plus possible.

En tout état de cause l'eau peut être stockée mais quid de la distribution ?

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau si conservation du 3^{ème} point

Article 8 du règlement✓ **Vérification rédactionnelle**

La rédaction de cet article doit être revue pour en faciliter la compréhension.

Discussion lors du Bureau

Les membres de CLE identifient un problème sur cette disposition. Ils demandent qu'elle soit revue.

Article 5 et 6

En lien avec l'objectif 1C Améliorer la gestion des volumes prélevés et usages associés du PAGD

La limitation du prélèvement à la prise d'eau de Mervent ne peut se faire que sur le volume d'eau brute. Ceci est en accord avec l'autorisation d'exploiter.

La notion d'exportation n'est pas prévue par le législateur. De plus, dans un souci d'intérêt général, exportations ne peuvent être limitées.

Par contre, il peut être fait mention des volumes prélevables à l'échelle du bassin versant et préciser que l'autorisation de prélèvement de la prise d'eau de Mervent doit être compatible avec la définition de ce volume prélevable.

Discussion lors du Bureau

Les membres de CLE acceptent la proposition et font donc intervenir une nouvelle disposition dans le PAGD.

Il est entendu que le volume prélevable est le volume que le milieu est en capacité de produire et ne concerne donc pas seulement les volumes agricoles. M. QUEMENER précise donc que les prélèvements à la prise d'eau de Mervent ne doivent pas nuire au volume prélevable. La notion de « volume prélevable » est bien une notion juridique.

Article 14

✓ Vérification rédactionnelle

« Compensation maximum des pertes engendrées »

Terme à expliciter

Discussion lors du Bureau

Les membres de CLE identifient un problème sur cette disposition. Ils demandent qu'elle soit revue.

✓ Vérification cohérence

Ajout

« Toutefois à titre dérogatoire, les ouvrages intéressant la salubrité ou la sécurité publique peuvent être autorisés sous réserve qu'ils soient transparents pour la continuité écologique. »

Discussion lors du Bureau

=> validation du Bureau

Conclusion

Les services de l'Etat et la cellule animation du SAGE devront refaire des propositions pour des dispositions suivantes :

Objectif	Objectif2	Sous-Objectif	n° mesure	disposition	Vérification Bureau du 13/12/10	Type de vérification	Validation Bureau du 13/12/11	Modification(s) réalisée(s)	Nature des modifications	
Objectif 1 -	(vide)	(vide)	article	article 14	oui	cohérence / rédactionnelle	non	oui	rajout + modification	
				article 5	oui	légalité	non	oui	passage du règlement vers PAGD	
				article 6	oui	légalité	non	??	vérification à faire	
				article 6	non	rédactionnelle	non	oui		
Objectif 2 -	(vide)	_	2A	2A-1	non	compatibilité SDAGE	non	oui	importante	
				2A-2	non	compatibilité SDAGE	non	oui	importante	
Objectif 4 -	(vide)	Sous objectif 2 - Lutter contre la pollution	4K	/	oui	rédactionnelle	non	oui	rajout	
					oui	rédactionnelle	non	oui	rajout mineur + modification	
Objectif 5 -	Améliorer la vie piscicole	Sous objectif 1 - Préservation et recolonisation	5C	*	oui	compatibilité SDAGE	non	oui	rajout	
				5C-7	oui	compatibilité SDAGE	non	oui	rajout d'un paragraphe	
				Sous objectif 3 - Limiter l'impact des activités	5J	oui	opportunité	non	oui	importante
				Sous objectif 4 - Têtes de bassin versant	/	oui	compatibilité SDAGE	non	oui	rajout d'un paragraphe

Rapport n°III : Préparation de la séance de CLE de fin janvier 2011

L'animatrice demande aux membres de CLE sous quelle forme doit être présentées ces modifications aux membres de CLE.

Les membres du Bureau n'envisagent pas en effet l'examen d'un tel document en CLE.

Il propose un récapitulatif des dispositions et articles modifiés.

Un nouveau document de 100 pages ne sera donc pas distribué.

Seuls les points de modification qui auront une conséquence importante seront étudiés. A titre d'exemple :

- Retrait d'un article du règlement
- Modification du règlement
- Rédaction nouvelle conséquente d'une disposition

Monsieur le Président lève la séance en rappelant que la Commission Locale de l'Eau doit se tenir fin janvier 2011.

*_*_*_*

Le Président de la CLE du SAGE Vendée

Jean-Claude RICHARD

Rédaction : LT
Relecture : FG